

*l'Anti*capitaliste

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE

n°712 | 13 juin 2024 | 1,50 €

**CONTRE L'EXTRÊME DROITE
ET MACRON**



DANS LA RUE

ET DANS LES URNES!

ZOOM

Palestine. Toujours parler de Gaza!

Page 3

INTERNATIONAL

Mexique. Victoire du « progressisme », et maintenant? Page 4

ARGUMENTS

L'Europe forteresse se barricade

Page 5

CHAMP LIBRE

ZAD contre l'A69: entretien avec Gabrielle de XR

Page 8

Édito

Aider ou ne pas aider la résistance ukrainienne, là est la question !

Par **JACQUES BABEL**

Vendredi 7 juin, le président Zelensky était invité à l'Assemblée nationale. L'instrumentalisation de l'anniversaire du Débarquement en Normandie par un président français aux abois tentant, à quelques jours des élections européennes, de se positionner en défenseur des libertés, était bien sûr écoeurant. De là à ce que les députés de LFI apparaissent comme boycottant un président ukrainien, certes néolibéral mais représentant son peuple menacé dans son existence même par la Russie de Poutine, il y a un pas ! La principale explication de l'absence de ces députés apparue est celle de Jérôme Legavre, affilié par ailleurs au POI, affirmant que Zelensky n'était pas le bienvenu : il serait autant un tortionnaire de son peuple que Poutine, et il ne faudrait surtout pas fournir des armes aux Ukrainiens. Il nous paraît catastrophique que des élus de gauche, de cette gauche qui s'est levée contre le massacre et les injustices sans nom que subit le peuple palestinien, pratique ici un tel « deux poids, deux mesures » dans la lutte anticoloniale, la défense du droit des peuples à résister, y compris militairement, aux États oppresseurs. Le peuple ukrainien refuse de se livrer à l'impérialisme débridé d'un régime poutinien aux relents toujours plus fascistes. Les syndicalistes, les étudiantEs, les féministes, les militantEs LGBTI+ ukrainienNES mènent une lutte sur deux fronts. Sur le front militaire contre les offensives incessantes de l'armée russe, les bombardements dans les zones civiles et les infrastructures, ils et elles réclament les armes leur permettant de repousser les armées russes. Sur le front social, par leurs luttes contre les mesures ultralibérales de leur gouvernement, contre les oligarques, la corruption, les injustices — et dans des conditions bien plus démocratiques que celles des populations de Russie, n'en déplaise à Jérôme Legavre, qui a manifestement tourné les dos à ces militantEs des gauches ukrainiennes, russes et biélorusses avec lesquels il est pourtant si important de consolider des relations fraternelles. S'il y avait des choses à dénoncer lors de la réception de Zelensky à l'Assemblée, c'était d'abord l'hypocrisie de Macron ! Derrière sa communication de publicitaire, Macron aggrave l'endettement de l'État ukrainien. Avec les autres États occidentaux, il conditionne l'aide à toujours plus de dérégulation néolibérale, fait croire ici que la scandaleuse course à l'augmentation des budgets militaires et aux ventes d'armes est due à cette aide aux UkrainienNES alors que l'essentiel va d'abord au programme nucléaire français et aux exportations militaires vers les dictatures du Moyen-Orient et d'ailleurs. C'est ainsi qu'il était possible d'affirmer sa solidarité avec le peuple ukrainien sans conforter Macron.

Bien dit

La lutte contre les violences envers les femmes n'est jamais portée par l'extrême droite.

JUDITH GODRÈCHE, entretien dans *Mediapart*, le 11 juin 2024.

À la Une

Contre l'extrême droite et Macron, unité dans la rue et dans les urnes !

L'annonce par Macron de la dissolution de l'Assemblée nationale est un tremblement de terre, alors que l'extrême droite vient de remporter une victoire écrasante aux élections européennes.

À peine la moitié des électeurs et des électrices ont voté lors de ces élections européennes, et pourtant, les résultats de dimanche sonnent comme un coup de semonce. En France, le Rassemblement national augmente son score de près de 10 % par rapport aux élections précédentes, plaçant l'ensemble de l'extrême droite à près de 40 % des suffrages exprimés autour de listes racistes, autoritaires et homophobes. C'est le résultat de plusieurs décennies de politiques racistes et antisociales menées par différents gouvernements de droite comme de gauche. C'est aussi le résultat de la volonté du gouvernement Macron de légitimer le Rassemblement national, son « meilleur ennemi », tout en appliquant une partie de sa politique, pour transformer chaque élection en un duel entre le camp présidentiel et le RN.

Le RN pire que Macron

En convoquant des élections législatives trois semaines après la victoire écrasante de l'extrême droite aux européennes, Macron prend consciemment le risque de lui offrir le pouvoir. Il faut se rendre compte de ce que cela voudrait dire pour notre camp social d'avoir un Premier ministre RN et une Assemblée nationale à sa botte ! Ce que cela veut dire pour nos droits, pour les personnes racisées, les ouvrierEs, les précaires, les femmes, les LGBTI, les jeunes ! Rien n'est encore joué ! Dans les prochains jours, chacun, chacune d'entre nous doit se mobiliser

et se rassembler pour mettre en échec l'extrême droite et le macronisme qui le nourrit. Dans les villes, dans les quartiers, dans les entreprises au niveau local comme au niveau national, nous pouvons imposer un autre rapport de forces, avant tout dans la rue et les mobilisations, puis dans les élections.

Prêt à participer au combat unitaire !

L'enjeu pour notre camp social est de reprendre la main dans un contexte de crises économique,

sociale, démocratique et écologique, qui se combinent et s'amplifient. Il est capital que toute la gauche — les partis, les syndicats, et toutes les organisations du mouvement ouvrier — se mobilise autour d'un programme clair qui permet de faire front ensemble.

Lundi soir, sept organisations de gauche ont publié un communiqué unitaire pour les prochaines législatives. Elles répondent à l'aspiration unitaire qui s'exprime contre la menace du fascisme et contre les politiques

autoritaires, racistes et antisociales de Macron, qui lui ont ouvert la voie. Nous saluons ce positionnement et sommes favorables à une telle démarche. Pour gagner contre Macron et le RN, un accord entre appareils ne peut suffire : il faut rassembler les classes populaires, leurs organisations ; les forces politiques mais aussi le mouvement social. Nous ne voulons pas renouer avec les reniements de la gauche au pouvoir, de Mitterrand à Hollande, qui ont tant démoralisé et contribué à ce que l'extrême droite se renforce. Nous voulons une gauche de combat, qui porte des mesures de rupture : sur les salaires, les retraites (avec le retour de la retraite à 60 ans) et la protection sociale ; qui s'affronte au patronat et aux banques ; qui met en place une véritable transition écologique ; qui défend les droits des peuples, palestinien, ukrainien comme kanak. Une gauche du monde du travail et des quartiers populaires, des exploités et des opprimés. Une gauche de la solidarité et de l'égalité, féministe, antiraciste et internationaliste. Le seul chemin pour stopper le danger de l'extrême droite et porter un nouvel espoir, c'est bien celui de construire ces prochains jours ce front unique, l'unité de notre camp social et de ses organisations, dans la rue et dans les urnes. Au-delà, il est urgent de tracer la perspective d'une société sans exploitation ni oppression, débarrassée d'un système capitaliste qui amène le pire.

MACRON A FAIT LE LIT DE L'EXTRÊME DROITE



Acturama



LA JEUNESSE EMMERDE LE FRONT NATIONAL

Comme dans de nombreuses villes en France, plusieurs milliers de personnes se sont réunies dimanche 9 juin et lundi 10 juin à Paris, place de la République, après l'annonce des résultats aux élections européennes qui ont placé le RN en tête des votes. La mobilisation va continuer ! Nous avons confiance dans nos propres forces !

© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

PALESTINE Toujours parler de Gaza!

Même s'il ne faut pas s'y habituer, les images et les scènes se ressemblent encore et toujours à Gaza où bombardements et images de morts et de destructions se succèdent.

Le 6 juin dernier, Israël a prétendu avoir utilisé des missiles de « précision » pour tuer 20 militants du Hamas qui se seraient réfugiés dans une école gérée par l'UNRWA. Le bilan est terrible et plusieurs dizaines de personnes, dont beaucoup d'enfants, ont été tuées. Le reste d'une de ces bombes, une GBU-39 a été récupéré sur le site et son numéro de série indiquait avec précision son lieu de fabrication : les États-Unis.

Bilan catastrophique de la libération des otages

Les mêmes États-Unis qui pourtant insistent sur la fin de la guerre et ont même réparé le port artificiel qui avait été créé pour acheminer de l'aide humanitaire. C'est par ce même port que des forces spéciales israéliennes ont accédé au camp de Nuseirat, cachés dans un camion humanitaire. L'opération visait à libérer des otages — dont visiblement Israël connaissait la position. L'intervention pour libérer ces otages — quatre en tout — a fait grand bruit et a été présentée comme un succès sur le Hamas. Le bilan est pourtant catastrophique : près de 270 personnes — hommes, femmes et enfants — ont été tués pendant cette opération. Les soldats israéliens ont surpris des GazaouiEs pensant pouvoir récupérer de l'aide humanitaire. Ces derniers ont été accueillis par des tirs et des bombardements de soutien. Avec les trois otages libérés à Rafah en avril, cela porte à sept le nombre d'otages libérés par l'armée israélienne sur 70 tués



au cours de l'opération par cette même armée.

Il y aurait une liste interminable de violations du droit international à établir dans cette séquence de « libération » : notamment le massacre de civils et l'utilisation de camions humanitaires. Vu le mode opératoire et l'utilisation du port, c'est une opération autorisée, si ce n'est organisée conjointement avec les États-Unis.

Israël, pays paria

La même semaine on apprend le sort des otages palestiniens détenus dans les camps israéliens de prisonniers. Des conditions de détention effroyables, des traitements inhumains, dégradants et humiliants. Et pire, de multiples cas de tortures ont été rapportés. L'armée la plus morale du monde ressemble à ce qu'elle a toujours été : une armée coloniale d'occupation et qui s'inspire des

méthodes brutales de ses prédécesseurs. Il y a plusieurs milliers d'otages prisonniers dans les prisons, pour l'essentiel détenus sans droits, sans même la connaissance des charges qui pèsent sur eux. Un médecin rapporte ce qu'il a vu dans le camp de Sde Teiman, ce qui conduit l'ONG israélienne Physicians for Human Rights à dire que « c'est peut-être pire que Guantanamo »¹! Tout cela devrait normalement suffire pour qu'Israël soit mis au tribunal des pays parias. L'ONU vient de prendre la décision de mettre Israël sur la liste des pays « tueurs d'enfants ». Malgré les protestations outrées de la part de son gouvernement, Israël avec l'assassinat de plus de 13000 enfants dans la bande de Gaza depuis octobre 2023 est l'un des pays les plus dangereux au monde pour les enfants et a bien sa place sur cette liste.

Mobilisation contre Eurosatory

Nous l'avions déjà dit : l'opinion mondiale regarde avec horreur ce qui se passe en Palestine et est clairement en opposition avec ses dirigeants notamment occidentaux. Les larmes de crocodile ne doivent pas nous aveugler. Seules la pression et la mobilisation de soutien au peuple palestinien et aux sanctions contre Israël auront un effet. L'annonce de la participation au salon d'armement Eurosatory combinée avec la pression internationale (notamment de la Cour internationale de Justice) ont permis d'effrayer les autorités françaises qui ont annoncé l'annulation de la participation des 74 entreprises israéliennes au salon. Cela dit, la mobilisation est maintenue car ce ne serait pas la première fois que ce genre d'annonce serait en fait un mensonge.

Il reste que la pression et les sanctions contre Israël sont insuffisantes compte tenu des actes abominables dont cet État est coupable. Pour l'instant, la priorité est à l'arrêt des massacres. Même si une résolution de l'ONU pour un cessez-le-feu initié par les États-Unis a été adoptée en Conseil de sécurité, Israël n'est toujours pas décidé à arrêter les massacres. Même si la mobilisation en France risque de passer à l'arrière-plan à la suite de la dissolution de parler de Gaza!

Édouard Soulier

1 - <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/l-info-de-france-inter/l-info-de-france-inter-8352770>

No comment

Nous verrons. [...] Nous serons dans le cas d'une cohabitation amenés à faire des choix.

JORDAN BARDELLA, sur RMC le 11 juin en réponse à Yves Calvi lui demandant s'il abrogera la réforme des retraites.

Agenda

Jeudi 13 juin, apéro-débat « Quelles luttes anticoloniales aujourd'hui? » avec Philippe Poutou, Lille. À 18h, au Polder, 250, rue Roger-Salengro, métro Square Flandres à Lille.

Vendredi 14 juin, « Naufrage de Pylos, 1 an » manifestation contre le racisme et les frontières, Paris. À 17h, du Trocadéro vers l'ambassade de Grèce. À l'appel de la Marche des Solidarités.

Dimanche 16 juin, pride radicale « Pour l'autodétermination et la libération des identités et des peuples », Paris. À 14h, République-Nation.

Dimanche 16 juin, journée d'études marxistes « Les nouvelles stratégies révolutionnaires face aux nouvelles formes de fascismes », Paris. De 9h30 à 13h30, à la librairie La Brèche, 27, rue Taine à Paris 12^e. Avec Christine Poupin, Olivier Besancenot, Patrick Le Moal et Basile Pot.

Dimanche 30 juin, mobilisation écologiste pour les forêts, Guéret. À 14h30.

Du 20 au 27 juillet, rencontres internationales de jeunes (RI), Allier.

Du dimanche 25 au mercredi 28 août, 16^e Université d'été du NPA, Port-Leucate. Accueil samedi 24 à partir de 14h, départ jeudi 29 après le petit-déjeuner, au village vacances Rives-des-Corbières à Port-Leucate

ÉCOLOGIE Climat... un cocorico de trop!

La réduction des émissions de GES est due au ralentissement de l'activité économique, à l'inflation, en particulier du prix des matières premières, qui a contraint les ménages à sacrifier les dépenses de chauffage et de transport. Le redémarrage de réacteurs nucléaires mis à l'arrêt a diminué les émissions de GES dans la production d'électricité. Tout cela fait dire à Anne Bringault, directrice au Réseau Action Climat, que « la baisse est conjoncturelle et non structurelle ».

Des émissions mondiales en hausse

L'Agence internationale de l'Énergie annonce que les émissions mondiales de GES liées aux énergies ont atteint un nouveau record avec une hausse de 1,1% entre 2022 et 2023. Les baisses des émissions dans les pays européens et aux États-Unis sont en réalité plus que compensées par des augmentations ailleurs dans le monde, en particulier en Asie. Cette redistribution néocoloniale des émissions de GES est notamment due à l'extraction de métaux nécessaires à la soi-disant transition énergétique.

Que dit le GIEC?

Une étude publiée le 5 juin dernier révèle que le seuil critique

La France a réduit sur son territoire ses émissions de gaz à effet de serre (GES) de 5,8% entre 2022 et 2023, mais en délocalisant une partie de ses émissions. Il n'en fallait pas plus à la macronie pour attribuer cette baisse à la politique du gouvernement, pourtant nulle en la matière.



de 1,5°C sera atteint plus vite que prévu. Mai 2024 a été le mois le plus chaud jamais enregistré. Le programme européen Copernicus parle de planète en ébullition dont la température générale à la surface du globe aurait atteint les +1,52°C par rapport au début de l'ère industrielle. Antonio Guterres (ONU) a récemment déclaré : « Nous jouons à la roulette russe avec notre planète. Non seulement

nous sommes en danger, mais nous sommes le danger ». De plus, les puits naturels absorbent moins de carbone du fait des sécheresses, des incendies et des prélèvements excessifs en eau.

La compensation carbone n'y changera rien!

La compensation carbone existe depuis le protocole de Kyoto en 1997 et n'a pas empêché la montée

des températures. Faire croire que compenser les émissions de GES sans remettre en cause la source même de leur production est une farce. La complexité du calcul des émissions réellement capturées ou évitées et le manque de transparence des projets « bas carbone » renforcent le tour de passe-passe. Les « crédits carbone » permettent de donner bonne conscience aux pollueurs en laissant croire que planter des arbres permettrait de compenser les dégâts irréversibles commis.

Défendre un programme

Pour lutter contre le réchauffement climatique, il faut agir sur les causes donc sortir du système qui les produit. Se nourrir, se loger, se déplacer, se divertir, se cultiver, se vêtir, se soigner... ne doivent plus être régis par la logique marchande du capitalisme. Il existe une autre façon d'habiter la planète, en respectant le vivant. Nous ne partons pas de rien. Les multiples expériences et réflexions collectives tracent des pistes.

Commission nationale écologie

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur
l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

Directrice de publication :
Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction :
Fabienne Brifault

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

AFRIQUE Mobilisation sociale au Nigeria

Acculé par une grève générale massive, le gouvernement nigérian est obligé de négocier. Peut-être une amorce vers la remise en cause d'une politique libérale destructrice.

Un an après avoir été élu, avec un des scores les plus faibles de l'histoire du pays, Bola Tinubu s'est engagé dans une politique d'austérité particulièrement violente contre les populations. Des mesures applaudies par les institutions financières internationales en dépit de ses conséquences déléteres.



Bola Tinubu, WIKIMEDIA COMMONS

Credo libéral

Pour répondre à des années de crise économique, Tinubu emploie la manière forte. La première mesure est l'arrêt des subventions du carburant. Ainsi le prix de l'essence a été multiplié par trois entraînant la hausse des coûts de transport. Autre mesure, l'abandon du soutien à la monnaie nationale, le naira. Celui-ci a chuté de 70% depuis un an nourrissant l'inflation. En effet, la quasi-totalité des denrées alimentaires et des médicaments sont importés, conséquence du choix des élites successives de tout miser sur l'exploitation pétrolière.

L'inflation a augmenté de 35% et de bien plus pour certains produits. Ainsi le derika (bol doseur) de riz coûtait 500 nairas ; il en vaut désormais 1 200. Les populations pauvres ne font plus qu'un repas par jour. Quant aux mesures de soutien social pour les plus pauvres comme le versement d'allocations ou de denrées, elles restent insuffisantes et n'atteignent pas forcément les populations ciblées du fait de la corruption.

Cette politique de vérité des prix censée attirer les capitaux des investisseurs étrangers est loin d'être couronnée de succès. Les multinationales comme Procter & Gamble (USA), GSK (Royaume-Uni) ou Bayer (Allemagne) quittent le pays.

Évidemment les efforts exigés ne s'appliquent pas à tous. Ainsi les Nigérianes ont eu la surprise d'apprendre que le président Tinubu, qui exhorte ses compatriotes aux efforts, a approuvé un supplément budgétaire permettant l'achat d'un yacht présidentiel et pour chaque sénateur une voiture de luxe.

Phase de négociation

Face à de telles attaques les deux organisations syndicales le Nigeria Labour Congress et le Trade Union Congress ont appelé à une grève générale illimitée à partir du lundi 3 juin. Le pays s'est retrouvé paralysé forçant le gouvernement à ouvrir des négociations en continu pendant une semaine et à s'engager à ne sanctionner aucun gréviste. Les syndicats ont suspendu le mouvement pendant les discussions. Le gouvernement propose le doublement du salaire minimum soit 60 000 nairas (35 euros) alors que les syndicats revendiquent 494 000 nairas (300 euros).

Cette lutte peut sensiblement améliorer le rapport de force en faveur des populations comme l'indique la Socialist Workers League : « En ce moment charnière, nous appelons également les organisations de la société civile, les étudiants, les groupes communautaires et toutes les forces progressistes à soutenir le NLC et le TUC. Soyons solidaires, car notre force collective réside dans notre unité. Ensemble, nous pouvons construire une société qui garantit la justice sociale et économique pour tous. »

Paul Martial

MEXIQUE Victoire du « progressisme », et maintenant ?

À l'inverse des récents résultats électoraux en Amérique latine (Équateur, Salvador, Argentine...), le Mexique vient de connaître une victoire éclatante du « progressisme » lors des élections présidentielles, législatives et de quelques gouverneurs d'État.

Aux présidentielles, c'est Claudia Sheinbaum, qui se présentait comme l'héritière et la continuateur d'Andrés Manuel López Obrador (AMLO), soutenue par son parti, MORENA (Mouvement de régénération nationale), qui l'emporte haut la main, sur sa concurrente, candidate de la coalition des trois partis de droite (PRI, PAN, PRD). Avec 60% des suffrages exprimés, elle écrase la candidate de la droite, pourtant lourdement appuyée par l'immense majorité des médias, qui n'obtient qu'à peine 30% des voix. Aux élections législatives la coalition de MORENA emporte 365 sièges sur 500 et disposera de la majorité qualifiée permettant de faire passer des lois constitutionnelles, ce qui n'était pas le cas sous la présidence d'AMLO.

Rejet populaire des politiques

Ces résultats confirment d'abord le profond rejet d'une grande majorité du peuple mexicain à l'égard des partis qui ont dominé et cadenassé la vie politique pendant des décennies. Déjà en 2018, la victoire d'AMLO avait ébranlé le régime corrompu instauré par le PRI, relayé par le PAN. Les partis dominants espéraient que les difficultés économiques et sociales useraient rapidement le gouvernement de López Obrador et ne s'étaient pas fait faute d'essayer de le déstabiliser tout au long des six années de son mandat présidentiel (non renouvelable au Mexique). Mais malgré les profondes limites de sa politique, les mesures économiques et sociales prises en faveur des couches les plus défavorisées et les freins mis aux politiques et pratiques les plus violentes du néolibéralisme ont assuré à son gouvernement un soutien largement majoritaire dans la population.



Claudia Sheinbaum, 2024, WIKIMEDIA COMMONS

Cette popularité s'est reportée sur sa candidate dont l'ancien mandat à la tête de la municipalité de la ville de Mexico et les prises de position féministes ont également compté dans sa large victoire.

Fin de la « dictature parfaite »

Il faut prendre la mesure de ce que signifie ce triomphe électoral. Le régime qui a prévalu au Mexique depuis près d'un siècle (« la dictature parfaite »), où un parti, le PRI, concentrait tous les pouvoirs, gérait un système corrompu jusqu'à la moelle, contrôlait toutes les organisations de masse, syndicats compris, gagnait toutes les élections, en les truquant quand il le fallait, dans un cadre formellement démocratique, semble touché

à mort. Après avoir dû, au début des années 2000, partager une partie du pouvoir avec un parti de droite, le PAN, et une scission venue de ses rangs, le PRD, le PRI ne fait plus que 10% des voix et, avec ses alliés, se retrouve minoritaire au parlement comme dans les gouvernements d'États.

La campagne électorale a été marquée par une profonde polarisation. Aux accusations les plus délirantes de la droite et des médias contre López Obrador et sa candidate, ceux-ci ont répondu par des mobilisations populaires massives. Cela s'est traduit par une forte politisation dans les couches populaires et un taux de participation inhabituel, 60% comme en 2018, lors de l'élection d'AMLO à la présidence.

Le large crédit de Claudia Sheinbaum

Le rejet confirmé des partis du vieux système ne garantit pas un vrai et profond changement pour les classes populaires. La politique du président sortant a reposé sur un mode de gouvernement personnaliste, des rapports très ambigus vis-à-vis des mouvements sociaux, une économie certes en partie redistributive, mais toujours fondée sur l'extractivisme. AMLO n'a pas non plus fait reculer le poids des narcotrafiquants et la violence endémique, notamment contre les femmes. Claudia Sheinbaum bénéficie d'un crédit qui dépasse aujourd'hui celui de son prédécesseur, et elle dispose d'une majorité parlementaire qui lui donne au départ des moyens supplémentaires pour promouvoir des réformes radicales. Le voudra-t-elle ? Le pourra-t-elle ?

Le fait que parmi les nouveaux élus de son parti MORENA, une grande partie sont des transfuges des vieux partis du système et qu'aucun ne provient de la gauche du parti, n'est pas un bon signe dans ce sens. Mais la pression et l'intervention populaire et des mouvements sociaux qui se sont mobilisés dans la campagne peuvent à l'inverse l'y pousser.

Fabrice Thomas

USA Les contradictions de la politique étrangère de Biden

Les contradictions de la politique étrangère de Joe Biden ont été mises en évidence tant à l'étranger qu'à l'intérieur du pays le week-end dernier.

Au cimetière américain de Normandie, en France, lors d'un discours prononcé à l'occasion du 80^e anniversaire du jour J, Joe Biden a appelé l'alliance occidentale à s'unir une fois de plus pour défendre la liberté et la démocratie contre « un tyran déterminé à dominer », c'est-à-dire Vladimir Poutine et sa guerre contre l'Ukraine.

La liberté et la politique de Netanyahu

Le président américain a demandé à l'auditoire : « Allons-nous nous dresser contre la tyrannie, contre le mal, contre la brutalité écrasante de la poigne de fer ? » Pendant ce temps, des dizaines de milliers de Palestiniens et leurs alliés ont encerclé la Maison Blanche avec une liste de noms de milliers de Palestiniens tués par la main de fer à Gaza. Ces noms étaient inscrits sur une bannière rouge symbolisant les lignes rouges fixées par Joe Biden, et que le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu continue d'ignorer et de franchir.

L'affirmation de Biden selon laquelle les États-Unis sont toujours le leader d'un monde libre et démocratique qui galvanise les alliés européens de l'Amérique pour s'opposer à un dictateur déterminé à conquérir, entre en contradiction avec le fait que les États-Unis soutiennent Israël. C'est un fossé qui divise les électeurs démocrates. Le candidat républicain Donald Trump a uni son parti et sa base autour de sa personnalité charismatique et autoritaire et son programme réactionnaire qui menace de saper et de détruire la démocratie américaine. La campagne de Joe Biden repose en grande partie sur la promesse de défendre la démocratie et la liberté — celle des femmes de choisir l'avortement, de voter, d'organiser un syndicat ou une manifestation pour les droits civiques — menacées par une victoire de Trump.

Le parti démocrate est soumis à d'énormes pressions, en grande partie à cause du soutien de Biden à Israël. Le groupe parlementaire

progressiste a fait pression sur Biden pour qu'il freine Israël et instaure un cessez-le-feu, mais le groupe lui-même s'est divisé sur ces questions. Les neuf membres du groupe de gauche, dont quatre de DSA, les Socialistes démocrates d'Amérique, ont adopté les positions les plus critiques à l'égard de la politique de soutien de Biden à Israël, même s'ils répugnent à critiquer le président de manière trop virulente, de peur de compromettre sa réélection. D'autre part, certains représentants ont quitté le Progressive Caucus parce qu'ils estiment qu'il est trop critique à l'égard d'Israël.

Politique migratoire

Une autre contradiction profonde entre la rhétorique et la politique se trouve dans la politique d'immigration de Biden. Dans un récent discours sur la politique migratoire, Biden a déclaré, pour se distinguer de Trump, « je ne diaboliserai jamais les immigrés. Je ne dirai jamais des immigrés qu'ils "empoisonnent le sang" d'un pays ».



Ces mots ont été prononcés lors de l'annonce par Biden de l'adoption d'une politique de restrictions plus sévères à l'égard des migrants demandant l'asile à la frontière mexicaine, une politique qui ressemble beaucoup à celle de Trump. Lorsque le niveau de 2500 sans-papiers par jour sera atteint, ce qui arrive presque tous les jours, la frontière leur sera complètement fermée. À 150 jours de l'élection, les républicains s'unissent autour de Trump, malgré sa récente condamnation pour crime, tandis que les démocrates se fragmentent en raison du manque de cohérence politique et morale de Biden. Dan La Botz, traduction par la rédaction

ÉLECTIONS EUROPÉENNES

L'EUROPE FORTERESSE SE BARRICADE

On voyait s'étendre sur l'Europe une vague brune depuis plusieurs années. Une poussée de l'extrême droite qui s'exprime dans les résultats des élections européennes de 2024. Même si les grands équilibres demeurent, le centre de gravité du Parlement se déplace à droite. La France devient l'emblème de cette poussée raciste et réactionnaire... jusqu'à la crise de gouvernement.

Un Parlement européen toujours plus à droite

Sur les 720 sièges (706 sont connus en attendant des résultats de l'Irlande) que compte le Parlement européen, le bloc majoritaire reste stable. Pas de quoi se réjouir pour autant !

Le Groupe du Parti populaire européen (PPE) reste en tête avec 181 eurodéputés selon les premières projections, ce qui devrait permettre à Ursula von der Leyen, issue de cette formation, de briguer un second mandat à la tête de la Commission européenne. Le groupe des socialistes et démocrates (S&D) auraient 136 élus. Le groupe Renew Europe, auquel Renaissance appartient, comptabiliserait 77 représentants.

Montée de l'extrême droite

L'extrême droite arrive en tête en France, en Italie et en Autriche, et progresse dans la majorité des États membres de l'Union européenne. Rien que ça ! Dans l'hémicycle, le groupe Conservateurs et réformistes européens (ECR), auquel Reconquête est affilié, gagne 4 sièges et serait ainsi la quatrième force politique du Parlement avec 73 sièges. Le groupe Identité et Démocratie, où siègent les élus du Rassemblement national, remporte des sièges supplémentaires, pour s'établir à 60 eurodéputés.

Recul des écologistes

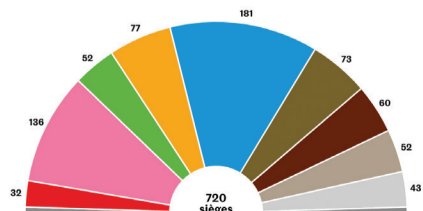
À l'image de ce qui s'est passé en France et en Allemagne où les écologistes ont reculé, ceux-ci perdent 20 sièges au Parlement, avec désormais 52 eurodéputés. En France, les écologistes passent de 13 à 4 élus, alors même que les luttes écologistes se multiplient et se radicalisent. Idem en Allemagne, où ils divisent par deux leur score. Le groupe The Left, où siègent les eurodéputés de La France insoumise, est à peu près stable, à 32 sièges.

Des résultats nationaux contrastés

La France est l'un des pays où l'extrême droite réalise son meilleur score, après la Hongrie et la Pologne, ce qui fait dire à Matthijs Rooduijn, chercheur en science politique, que « la France est l'un des bastions de l'extrême droite en Europe »¹. En Italie, Georgia Meloni sort confortée, tandis qu'en Allemagne, Olaf Scholz et sa coalition gouvernementale accusent de mauvais résultats. Partout l'extrême droite monte, y compris en Espagne et au Portugal. L'Europe forteresse sort ainsi renforcée de ces élections. De quoi faire frémir toutes celles et ceux qui s'y opposent. Les combats sont devant nous !

Fabienne Dolet

1 - <https://www.mediapart.fr/journal/politique/110624/la-france-est-l-un-des-bastions-de-l-extreme-droite-en-europe>



La victoire de Bardella : les fruits pourris de la macronie

Les résultats électoraux du Rassemblement national (RN) lors du scrutin des européennes, au-delà de constituer une victoire majeure du parti d'extrême droite, valident deux éléments centraux de sa tactique de campagne.

La campagne « Vivement le 9 juin », lancée dès septembre 2023, a été principalement, pour ne pas dire exclusivement, axée sur l'opposition à Macron et la volonté de faire des européennes une étape vers une victoire dans les élections nationales à venir. Une manière pour le RN de se présenter comme l'original et de conquérir des électeurs, dont le racisme et l'islamophobie sont désormais normalisés par la politique du gouvernement et une partie de la droite — la copie — qui n'ont cessé de chasser sur les terres de l'extrême droite, notamment avec le vote de loi Asile et immigration.

Le bulletin RN a ainsi été présenté comme un vote « pour sanctionner la politique d'Emmanuel Macron et de son gouvernement » dans les tracts et jusqu'à la profession de foi du candidat Bardella. L'appel à ne pas disperser les voix « patriotes » a été couronné de succès, puisque le RN s'est établi en pseudo « vote utile contre Macron ».

Le Rassemblement national a ainsi pu bénéficier de la relative mobilisation électorale, et d'une hausse de 8 points de son score par rapport à 2019. C'est une progression de près de 2,5 millions d'électeurs, à quasiment 7,77 millions de voix. 93% des communes françaises positionnent le RN en tête des suffrages.

Cette dynamique n'a pas contrarié la capacité de Reconquête à gagner des députés européens, et Marion Maréchal, qui avait ménagé ses coups à l'égard du RN durant la campagne, s'emploie désormais à vouloir mettre la réserve de voix que constitue le vote Reconquête à la disposition de Le Pen/Bardella, alors que des dissensions sont apparues en cours de campagne au sein du parti zemmouriste.

Des propositions floues pour mieux s'adresser au patronat

Comme depuis le début de la « dédramatisation », le RN a misé sur le profil « policé » du candidat Bardella, « gendre idéal », propre sur lui, s'appuyant sur une véritable surexposition médiatique mais aussi très pré-

LES DÉPUTÉS EUROPÉENS DÉJÀ ALI BOLILOT



sent sur les réseaux sociaux avec ses 1,4 million d'abonnés sur TikTok, tout en étant radicalement raciste sur le fond, mettant notamment en avant le thème du « Grand Remplacement » dans ses meetings.

Souhaitant installer une « grille de lecture complémentaire » à celle du clivage « nationalistes contre mondialistes », Bardella a appelé à « rassembler, les partisans de la puissance, c'est-à-dire tous ceux qui pensent que la France est encore une grande nation avec une identité millénaire, une culture, un génie, des frontières et une prospérité à conquérir ».

En mettant l'accent sur le « redressement », Bardella visait particulièrement le patronat (le cadre de l'élection européenne s'y prêtant peut-être plus qu'un autre) : entre l'affirmation de son « programme économique [...] en faveur du business et de l'entrepreneuriat » et son appel à la « sobriété normative » pour « cesser d'alourdir le fardeau réglementaire qui pèse sur nos entreprises ».

Si la défense du pouvoir d'achat était mise en avant dans les documents de campagne, les tonalités sociales de la campagne Bardella ont été plutôt faibles sauf quelques sorties sur

la voiture thermique et le coût de l'électricité.

Finalement, le RN, cultivant le flou de ses propositions économiques et son jeu d'équilibriste, arrive en tête dans presque toutes les catégories sociales, avec une forte progression chez les ouvriers, et pour la première fois en tête chez les cadres.

La dissolution donne raison au RN

L'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale par Macron donne une fois de plus raison au discours et à la stratégie du RN. En effet, Le Pen avait indiqué le 25 mai sur X qu'elle débattrait contre Emmanuel Macron s'il mettait sur la table sa démission ou la dissolution de l'Assemblée nationale en cas d'échec de la liste Renaissance. Dès le 17 avril, Jordan Bardella affirmait déjà vouloir demander la dissolution « le soir même » en cas de victoire le 9 juin. La décision présidentielle a précipité l'agenda dont l'extrême droite avait posé les bases durant toute la campagne (le RN lui-même étant certainement pris de court).

Depuis plusieurs mois, les proches conseillers de Marine Le Pen ont apparemment élaboré un « Plan Matignon ». Si les

La décision présidentielle a précipité l'agenda dont l'extrême droite avait posé les bases durant toute la campagne

futurs candidats aux législatives ne semblent pas avoir été positionnés et mis en avant dans la campagne européenne, il ne s'agit pas d'une véritable difficulté puisque l'extrême droite va s'appuyer sur la dynamique nationale comme dans tous les scrutins.

Le racisme, socle pour rassurer les marchés

Le score du RN et le rapprochement à grande vitesse Bardella/Maréchal, catalysés par la dissolution, mettent l'extrême droite, y compris la plus radicale, en position de confiance. Les premières projections sur les législatives envisagent une majorité bleue marine.

La construction d'une mobilisation puissante pour occuper l'espace médiatique et la rue, poussant l'unité électorale sur un programme clair et qui ne se limite pas à un attelage d'appareil, sont à l'ordre du jour. Il s'agit aussi pour nous de démonter les mensonges en matière sociale et les propositions racistes du RN et de rendre visible les risques pour les droits sociaux, les droits fondamentaux, les libertés et la planète d'un gouvernement Macron/Bardella.

Les contradictions entre la nécessité pour le RN de rassurer les marchés et de s'ériger en candidat de celles et ceux d'en bas peuvent s'accroître dans le cadre d'une élection nationale : il faut lever le voile de cette tromperie et dénoncer puissamment la permanence du discours raciste et les dangers énormes que représente une potentielle victoire aux législatives. Le RN n'est pas une réponse à Macron, mais l'assurance vie du régime.

Commission nationale antifasciste

ÉCOLOGIE Non au poulailler-usine dans la Drôme

À l'appel du collectif « Santé environnement Peyrins » et de ses soutiens, une centaine de personnes ont manifesté devant la préfecture de la Drôme à Valence mercredi 5 juin pour exiger du préfet qu'il donne un avis défavorable au projet de mégapoulailler dans la commune de Peyrins.

Il s'agit d'un agrandissement de l'élevage existant qui passerait de 29950 poulets actuellement à 142800 poulets dans 4 bâtiments répartis sur 6750 m², soit une densité moyenne de 21 poulets par m², un poulet sur 1 feuille A4, sans accès à l'extérieur. C'est le géant de la production de volailles DUC qui porte ce projet. Les poussins arriveront d'Ardèche, seront nourris notamment par du soja génétiquement modifié, acheminés dans le Gard pour être abattus puis distribués dans le quart sud-est de la France.

Une aberration écologique dans tous les domaines

La ferme usine de Peyrins consommera entre 11 000 et 15 000 m³ d'eau, soit la quantité nécessaire pour alimenter 100 logements, dans une zone où cette ressource en eau est vulnérable. Le SAGE Drome (Schéma d'aménagement de Gestion des eaux de la Drôme) a émis un avis défavorable sur le projet. Car ce sont 698 camions par an et de nombreux tracteurs qui circuleront sur une route inadaptée à un tel trafic, un risque accru de pollution des sols et de la nappe phréatique (nitrates, phosphates, antibiotiques) par l'épandage prévu de 1596 tonnes de fumier par an sur 10 communes. 14,218 kg/an d'ammoniac vont être dissipés à proximité des bâtiments agricoles et fermes d'habitation lors des épandages.

Et pourtant un avis administratif favorable

Le résultat de l'enquête d'utilité publique sur les communes concernées est clair : sur 255 avis, 223 sont opposés au projet et seulement 23 favorables. Le maire de Peyrins et son conseil rejettent également ce projet. Le commissaire enquêteur a pourtant donné un avis favorable. Il a repris intégralement les thèses de la filière industrielle avicole luttant contre les importations de poulets alors que plus d'un quart de la production avicole française est exportée. Et même s'il relève une incohérence entre l'installation de la ferme et le PAADT (Projet agricole et alimentaire durable du territoire de Valence Romans agglomération) qui prévoit une baisse de la consommation de viande, une réduction des pesticides et des gaz à effet de serre et relève aussi une consommation accrue de l'eau, il donne son feu vert. Qu'importe l'avis des gens concernés. D'où leur colère!

C'est nous qui décidons

On parle de ferme-usine au-delà de 40 000 volailles. Avec plus de 140 000, on est sur une très grosse exploitation. Elle sera 3,5 fois plus importante que l'élevage moyen en France. Il y en a peu de ce type. Ce genre d'exploitation condense à elle seule tous les problèmes liés au changement climatique et au productivisme capitaliste. Nous serons nombreux le 26 juin devant la préfecture avant la décision du préfet début juillet.

Arlette Tardy



CARHAIX Pour les urgences, colère et résistance sont toujours là

Ce jeudi 13 juin n'aura pas failli au rendez-vous. Cette fois-ci, c'était pour soutenir Marie, Myriam et Patricia. Avec elles trois, cela fera 18 personnes dont 17 soignantEs qui ont été convoquées, sous le régime de la garde à vue, pour avoir réclamé le maintien des urgences de leur hôpital de Centre Bretagne. Elles sont soupçonnées de « séquestration et violence en réunion » après une action menée en septembre 2023 dans les locaux du siège départemental de l'Agence régionale de santé (ARS) à Quimper, alors que les manifestants se mobilisaient pour la réouverture 24 h/24 du service des urgences. Action qui, du reste, avait semblé porter ses fruits : le 27 octobre un protocole pour la réouverture des urgences était signé par l'ARS, le département et la préfecture.

Le protocole d'octobre 2023 resté lettre morte

Non seulement, le protocole est pour le moment resté lettre morte (un autre protocole signé en décembre avec les médecins urgentistes de Brest ayant pris le pas sur celui concernant Carhaix), mais les mêmes qui l'avaient signé sont à l'origine des plaintes qui visent les militantEs du service public.

Outre les nombreuses manifestations-rassemblement à Quimper, les défenseurs des urgences ont multiplié les actions. Ainsi, le 24 mai, à Carhaix, quelque 600 personnes ont participé

Devant le commissariat de Quimper, plusieurs fois par semaine, et ce depuis le 14 mai, le scénario est toujours le même. Venues de Carhaix en car ou déjà rassemblées sur place, entre 60 et 300 personnes arrivent sur place entonnant, au milieu des drapeaux de la CGT, de la CFDT, de Solidaires SUD santé, de l'UGB, du NPA ou du PCF, leur maintenant célèbre : « Carhaix, Carhaix, Résistance ! »



NPA

à la soirée-débat sur l'avenir de l'hôpital organisée par le Comité de défense de l'hôpital de Carhaix. ÉluEs et citoyenNEs y ont rappelé leur détermination à voir les engagements du protocole signé avec l'ARS et le CHRU de Brest, dont dépend l'hôpital de Carhaix, respectés. Bien évidemment, il n'y avait pas de représentant de l'État ni de la direction de l'hôpital.

Médailles d'honneur de la ville

Parallèlement, le 8 juin, à Carhaix toujours, Christian Troadec, maire régionaliste de

la ville, a remis aux dix premiers auditionnés la médaille d'honneur de la ville. Occasion pour l'élu, entre deux « Carhaix, Carhaix, Résistance ! » repris en chœur par l'assistance, d'exiger à nouveau « le retrait des plaintes immédiatement, ainsi que la réouverture des urgences. Il est inacceptable que la direction du CHRU continue ainsi à violer le protocole d'accord signé cet automne ! »

Manifestation le 13 juin

Pour sa part, le porte-parole du Comité de vigilance, notre camarade Matthieu Guillemot, qui

avait été le premier des gardés à vue, l'a rappelé : « Notre lutte est juste, ils ne nous arrêteront pas ! » Il a appelé à manifester devant l'hôpital la Cavale blanche à Brest le jeudi 13 juin. Il s'agit d'une nouvelle fois « d'exprimer notre colère et d'arriver à imposer la réouverture des urgences de Carhaix, sept jours sur sept et 24 heures sur 24 ».

Le comité exige par ailleurs « l'arrêt de l'acharnement judiciaire dont sont victimes les défenseuses (elles sont 14 sur les 18) et défenseurs de l'hôpital de Carhaix » et entend réclamer « les démissions immédiates de Florence Favrel-Feuillade et de Julie Cholet, directrices des sites de Brest et Carhaix, pour leur totalitarisme et leur incompétence à trouver des solutions sanitaires vitales aux Centre-Bretons ». Cette manifestation était d'ailleurs appelée par l'ensemble des organisations syndicales CGT, CFDT, SUD, présentes depuis le début du conflit. Pour le mercredi 12, le syndicat SUD-Santé avait déposé un préavis de grève et appelé à soutenir les militants convoqués à Quimper. Le cri de ralliement des défenseurs des urgences n'a pas fini de résonner tant à Carhaix, Quimper ou Brest.

Correspondant Quimper



RISQUES PSYCHO-SOCIAUX « Nous savons que dans beaucoup de SDIS les personnels sont en souffrance »

Entretien avec **Thomas**, pompier professionnel et syndicaliste CGT, qui témoigne pour nous de la souffrance au travail au sein du Service départemental d'incendie et de secours en Isère (SDIS 38).

Après le suicide le 8 février 2021 de **Cyrille Minard**, pompier professionnel et syndicaliste à SUD, l'ancien directeur du SDIS 38 et le médecin-chef ont été mis en examen le 31 mai 2024 pour harcèlement moral. Peux-tu nous parler de cette gestion toxique du personnel ?

Par la pratique de la peur, la direction du SDIS 38 a toujours tenu à paraître sans failles. Pendant longtemps peu de pompierEs et peu d'agents administratifs et techniques s'étaient autorisés à se plaindre d'une quelconque souffrance au travail. Il aura fallu attendre plusieurs années pour que des salariéEs prennent l'initiative de briser la loi du silence en s'adressant à l'intersyndicale CGT, Autonome et SUD. Je précise qu'au sein du SDIS 38 le harcèlement moral concerne l'ensemble des personnels toutes catégories confondues. Sanctions abusives, mise au placard, mutations autoritaires sont des pratiques habituelles. Au CHSCT de décembre 2012 sous l'impulsion des syndicats, la direction avait enfin accepté de s'engager dans une démarche de prévention des « risques psycho-sociaux ». Mais peine perdue, dès la première réunion tous les

syndicats (même la CGC!) ont quitté définitivement le groupe de travail en raison de l'attitude volontairement méprisante de l'administration. Ce groupe de travail n'a donc jamais vu le jour...

Cyrille se donne la mort en février 2021 à l'âge de 44 ans. Comment expliquer ce geste dramatique ?

Cyrille était co-fondateur en 2010 du syndicat SUD pompiers sur le département. Il était très actif dans le secteur du Nord Isère. Il était présent dans toutes les mobilisations sociales. Comme d'autres syndicalistes, il était dans le viseur de la direction qui ne lui a fait aucun cadeau. La direction s'est acharnée contre lui : harcèlement régulier dans son travail, discrimination syndicale, manœuvres d'intimidation, mépris de classe, etc. Cyrille a longtemps résisté en intentant deux actions contre le SDIS 38 pour excès de pouvoir. Le tribunal administratif a d'ailleurs rendu deux décisions en sa faveur. Mais il était psychologiquement très fatigué par ce climat anxiogène qui lui « pourrissait la vie »... Plusieurs syndicats sont intervenus

auprès de la direction pour alerter de sa souffrance mais rien n'a été sérieusement pris en compte. Pour nous, Cyrille a été broyé parce qu'il s'opposait fermement à ce management toxique et pervers. La responsabilité de son suicide incombe entièrement à l'attitude de l'état-major.

Et maintenant ?

Nous savons que dans beaucoup de SDIS les personnels sont en souffrance. Il faut que ça cesse ! À Grenoble, grâce à la détermination de l'intersyndicale, il va y avoir un procès au pénal. Nous avons appris que d'autres plaintes ont récemment été déposées avec constitution de partie civile. Si notre action peut aider à briser l'omerta au sein du SDIS 38 tant mieux ! Mais par expérience syndicale nous savons que pour faire disparaître la souffrance au travail rien ne pourra remplacer la lutte collective, la solidarité et surtout il faudra préserver l'unité syndicale. Les grands chefs du SDIS 38 sont responsables de la mort de Cyrille. Nous les ferons condamner !

Propos recueillis par notre correspondant

Culture

EXPOSITION

Brancusi

Paris, Centre Pompidou, jusqu'à au 1^{er} juillet 2024.

Brancusi est un des fondateurs de la modernité dans l'histoire de la sculpture. L'exposition du Centre Pompidou présente un ensemble très important de l'artiste. Il vous reste un mois pour la voir. Les œuvres présentées sont souvent exceptionnelles, mais l'exposition souffre d'un syndrome qui semble récurrent à Beaubourg : un art du contresens quant à la perception des œuvres et à leur exposition, voire un art de les mettre à mal.

La scénographie en question

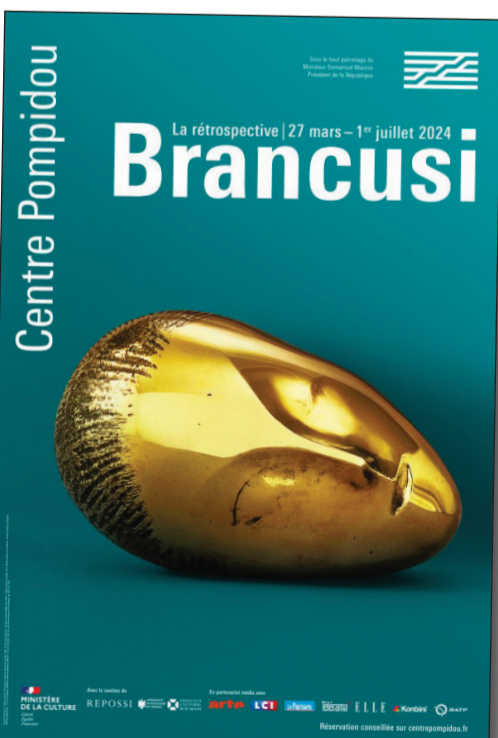
Cela fut le cas pour plusieurs expositions du Centre ces dernières années : celle d'Hervé Télémaque, confiné dans un espace qui comprimait l'œuvre, ou pour Shirley Jaffe dont l'exposition était reléguée dans un espace qui démentait l'estime et l'importance que le musée déclarait lui porter, plaçant le commissaire dans une situation intenable. On a pu voir ce genre de désastre aussi avec l'exposition de Léon Ferrari en 2022, dont la scénographie était tout simplement affligeante.

Cela concerna certaines expositions collectives, comme « Préhistoire, une énigme moderne » en 2019, où on profita de la méconnaissance du public pour faire n'importe quoi et présenter les œuvres n'importe comment, oblitérant des artistes essentiels (pour Supports/Surfaces une petite sérigraphie perdue dans un coin !), en incluant d'autres dont la présence ne se justifiait pas, abandonnant certaines dans ce qui ressemblait plus à une réserve de la Samaritaine qu'à une salle d'exposition (la salle avec les œuvres de Barbara Hepworth). On retrouva les mêmes incohérences dans « / Allemagne / Années 1920 / Nouvelle Objectivité / August Sander / » en 2022.

Des œuvres magistrales

L'artiste Dominique Ange a parfaitement raison de considérer que « présenter les trois grands coqs de Brancusi en plâtre posés sur un présentoir des galeries Lafayette, plutôt que les poser à même le sol en début d'exposition est "une trahison" » et que « la suite de l'exposition développe ce parti pris esthétique contraire à l'esprit des œuvres », qu'elle est « en contradiction avec le commentaire des cartels. [...] La rétrospective Brancusi est une mauvaise exposition réalisée avec des œuvres magistrales. C'est mieux que le contraire ». Rien à ajouter ! Il est des fois où il faut aller voir une exposition malgré ses commissaires !

Philippe Cyroulnik



CINÉMA Fainéant·es, de Karim Dridi

Film français, durée 1 h 43, sorti le 29 mai 2024.

Vivre au jour le jour ; poser son camion là où le vent le porte et repartir quand il aura tourné ; travailler dur mais pas tout le temps ; faire la fête, souvent... C'est le mode de vie que se sont choisis Nina et Djoul, dont l'amitié nous transporte tout au long de ce superbe film, contemplatif et engagé.

Un film brut

Dès les premiers instants, par un jeu intelligent de hors-champs, l'immersion est totale. Après avoir vécu avec elles l'évacuation brutale de leur squat, on reprend la route avec les deux héroïnes qui vont enchaîner rencontres et petits boulots. Entre fouille de poubelles, travail à la chaîne, réparation du camion, être « fainéant·es » demande, en fait, beaucoup d'efforts. Le prix de



la liberté est énorme, et Nina et Djoul témoignent d'une force rare pour se donner les moyens de vivre au gré de leurs envies, toujours vers l'avant, dans la vie comme sur les routes. Elles nous entraînent avec elles dans l'univers des « punks à chien » et nous font partager leurs moments

de joie, de souffrance, de disputes. Elles rient, elles gueulent, elles aiment, elles rêvent. Elles chantent, aussi, magnifiquement, du Colette Magny à fond, sur des airs d'accordéon.

Un film vrai

Porté par deux incroyables actrices — l'une d'elles fait ses premiers pas au cinéma dans ce film —, *Fainéant·es* pose un regard doux, juste, jamais condescendant, sur celles et ceux que notre société souhaiterait le plus souvent ignorer. Parce qu'ils choisissent de vivre autrement dans un monde qui ne croit qu'aux moules et à la méritocratie, on les marginalise, on les craint. Karim Dridi — à qui l'on doit notamment *Chouf* (2016), sélectionné au festival de Cannes — questionne

et bouscule nos préjugés, sans tomber dans le piège de la pitié moralisatrice. L'image est pure, le son brut, les voix puissantes et usées. Le film est à l'image de ses protagonistes : subversif et sans compromis. Une très belle ode à la liberté.

Cyrille L. A.

Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e, M^o Daumesnil

★ la-breche.com 01 49 28 52 44 contact@la-breche.com

Vie du NPA l'Anticapitaliste

PORT LEUCATE, DU 24 AU 29 AOÛT Venez nombreuxEs à la 16^e université d'été du NPA-l'Anticapitaliste

Les classes dirigeantes, aux commandes d'un système toujours plus productiviste, épuisent les ressources et se montrent incapables de répondre au chaos climatique qui s'accélère. Dans cet environnement en péril, les volontés hégémoniques des grandes puissances attisent les antagonismes et la montée des militarismes : après l'agression russe de l'Ukraine, la guerre que mène l'État d'Israël contre le peuple palestinien est le révélateur d'un monde injuste où les solidarités des puissants vont à la puissance coloniale contre les opprimés.

La politique antisociale et extrême droite

Ici, le macronisme poursuit ses attaques incessantes contre notre camp social : le monde du travail, les quartiers populaires, la jeunesse... Pour cela, il empile les mesures antisociales et racistes de façon autoritaire et liberticides. La criminalisation de l'action militante, en

Comme chaque année, notre université d'été aura lieu à Port-Leucate, du 24 au 29 août. L'occasion de discuter, se former et de prendre des forces pour la rentrée dans un monde capitaliste dont la crise est de plus en plus inquiétante.



particulier celle en solidarité avec le peuple palestinien, en est un des récents exemples. Ce faisant, Macron et ses complices préparent le terrain à l'extrême droite qui se nourrit de la politique et des méthodes du pouvoir et viennent de lui offrir une dissolution. Après d'autres pays comme le Brésil, l'Argentine,

l'Italie ou la Hongrie, l'extrême droite poursuit son avancée en Europe, comme le montrent les résultats du scrutin de juin, et menace plus que jamais ici. Il y a urgence !

Front de résistance et alternative

Que ce soit face aux guerres, pour obtenir de nouveaux progrès sociaux, l'égalité des droits ou des mesures écologiques réelles, nous avons besoin de nous organiser face aux classes dominantes : pour construire les fronts de résistance et tracer la voie d'une alternative écosocialiste. Discuter de l'état du monde capitaliste, tracer les contours de cette alternative et de l'outil politique à construire pour la porter, c'est ce que nous voulons discuter dans cette 16^e université d'été.

Meeting de rentrée, discussions et débats entre différents courants ou regroupements politiques, rencontres, éclairages historiques et anniversaires, formations et débats d'actualité... Notre université d'été reste un lieu d'échanges entre sympathisantEs et militantEs anticapitalistes, mais aussi un espace de rencontres avec des militantEs du mouvement social ou d'autres courants politiques de la gauche radicale (d'ici et d'ailleurs), ainsi qu'avec des intellectuel·les et des spécialistes. Le tout bien évidemment dans une ambiance conviviale et ensoleillée, sous la pergola, au bord de la piscine ou même à la plage.

Inscription sur :
npa-lanticapitaliste.org/
UDT2024 ou nous écrire à :
universite.ete@npa2099.org



À Orléans, le 1^{er} juin. NPA

Orléans. Une réunion autour de Lénine? Le NPA 45 invitait samedi 1^{er} juin Guillaume Fondu, auteur de *Que faire de Lénine?*, pour le centenaire de sa mort. Une vingtaine de personnes ont répondu présentes. Comme il avait été dit lors de l'introduction, le but n'était pas de fournir un cours

magistral, ni de refaire les débats du siècle passé. Il s'agissait de discuter des conceptions de la politique de Lénine, de son adaptation aux conditions de notre époque.

Alors que les multiples crises (écologique, politique, sociale, économique...) du capitalisme pourrissent s'intensifient, que l'extrême droite se rapproche du pouvoir sans qu'une alternative sociale n'émerge, nous avons voulu prendre un peu de recul pour des discussions de fond. Pour le NPA 45, l'enjeu était ainsi de rouvrir les débats sur la stratégie, pour nourrir nos propres élaborations, en vue du congrès de refondation du NPA-l'Anticapitaliste qui aura lieu cet hiver. Qu'est-ce qu'un parti et, a fortiori, un parti révolutionnaire? De quel parti avons-nous besoin? Que signifie pour

nous la formule « unitaire et révolutionnaire »?

La discussion qui a suivi a été riche. Ont ainsi été évoqués le recul de l'implantation des partis dans les quartiers, le travail précieux des unions locales des syndicats, l'expérience associative, les Gilets jaunes, le bilan des retraites, l'occupation du terrain par l'extrême droite (deux députés sur six dans le Loiret), le problème du fonctionnement de LFI, la propagande médiatique... En bref, beaucoup de questions à creuser ces prochaines semaines et prochains mois. Une fois la réunion terminée, tous les présentEs ont rejoint la manifestation pour Gaza et Rafah, alliant ainsi discussions théoriques... et militantisme pratique!

NPA Orléans

ÉCOLOGIE « Ce n'est pas normal qu'une poignée de personnes, pour leurs profits, puissent décider comme ça de notre futur »

Entretien. Vendredi 7 juin, premier jour du week-end « En roue libre » contre l'A69, à l'appel d'un large collectif d'associations, la Voie est libre, les Soulèvements de la Terre, XR Toulouse, la ZAD A69. Autour de nous, les membres des collectifs, les bénévoles, montent le camp de base. Malgré les menaces de Darmanin, relayées sur le terrain par le préfet et ses soutiens politiques, un camp est en train de s'établir au bord du tracé de l'A69, sur une parcelle agricole menacée d'être recouverte de bitume par des constructions liées à l'autoroute et à quelques kilomètres des quartiers généraux du concessionnaire Atosca. **Gabrielle**, militante de XR, répond à quelques questions.

Face au déploiement démesuré des forces de l'ordre, que penses-tu de l'ampleur et de la brutalité de la répression policière contre les opposantEs à l'A69 ?

Pour nous c'est assez menaçant en termes de démocratie. On se pose beaucoup de questions. Dans les derniers mois, il y a eu beaucoup de révélations sur les scandales qui ont accompagné le projet, notamment les liens entre le groupe Pierre-Fabre, le préfet et Emmanuel Macron qui a bénéficié des soutiens pour sa campagne électorale. Les enquêtes ont révélé de véritables conflits et prises illégales d'intérêt. On se rend bien compte que cette autoroute n'est pas qu'une simple infrastructure, mais pour ces gens-là c'est de l'argent. Nous sommes en train de les menacer de perdre ces profits, ça ne leur plaît pas du tout. Et l'État se met au service de ces entreprises.

À chaque étape, on est un peu plus étonnéE que celle d'avant. Nous voyons aujourd'hui à quel point ils mettent des moyens pour nous empêcher de manifester. Ce matin un hélicoptère a tourné pendant plus de deux heures au-dessus du camp alors qu'il ne se passait rien, pour nous intimider, c'est quand même très inquiétant.

Il y a de nombreuses raisons pour se mobiliser contre la construction de l'autoroute. Quelles sont celles qui te semblent plus importantes ?

Mon engagement repose sur deux piliers qui me sont le plus chers. Le premier, c'est le sort des futures générations. Face à la dégradation environnementale, le GIEC annonce très clairement qu'il faut annuler tous les projets consommateurs d'énergies fossiles. Mais les entreprises, les entreprises françaises n'arrêtent pas. On le voit avec Total ou avec Lafarge dont nous combattons les orientations. Ces entreprises nous condamnent, et ce n'est pas normal qu'une poignée de personnes, pour leurs profits, puissent décider comme ça de notre futur. Nous parlons d'un futur avec plus 4 °C, les derniers chiffres du réchauffement sont très alarmants.

La deuxième grande raison, c'est le pilier social. Une autoroute dont le péage va coûter près de 20 euros aller-retour ! On nous vend l'argument du désenclavement du sud du Tarn, mais aucunE employéE, aucunE prolétaire ne va emprunter cette autoroute. Iels vont tous devoir passer par l'ancienne route et au final perdre beaucoup de temps tous les jours.

C'est un désastre pour les habitantEs. Il y a une route qui existe, qui n'est jamais encombrée au point d'avoir besoin d'une



NPA-L'ANTICAPITALISTE 31

Samedi 8 juin au matin, 1600 gendarmes et CRS quadrillent le territoire, multiplient les contrôles. Près de 7000 personnes sont au rendez-vous et vont se répartir en quatre cortèges. L'imposant dispositif militaire les repousse à plusieurs reprises et les attaques, en tirant des grenades désenclantes GM2L au milieu des manifestantEs, faisant une vingtaine de blessés dont plusieurs gravement. Les forces de l'ordre ont même envoyé ces grenades dans un camion médical qui évacuait un blessé grave, blessant plusieurs médecins à l'intérieur. Dimanche, journée de débats et de formations : l'occasion de marquer un soutien fort à la ZAD de la Cal'arbre attaquée plusieurs fois cette semaine par la police.

Il y a une route qui existe, qui n'est jamais encombrée au point d'avoir besoin d'une autoroute

autoroute. Des aménagements de quelques portions et de quelques carrefours suffiraient à l'améliorer et à la sécuriser.

Au niveau de l'organisation de la lutte, comment arrivez-vous à faire cohabiter et à faire fonctionner tous les collectifs, La Voie est libre, les Soulèvements, XR, les collectifs Stop bitume, les ZAD ?

Ce n'est pas toujours facile mais c'est un élément qui fait la beauté et l'efficacité de la lutte. Il y a des jeunes, il y a des vieux, il y a des gens de tous métiers, de tous horizons, et c'est très bien de partager ce genre de lutte. Nous ne sommes pas toujours d'accord sur les méthodes de lutte, ça n'empêche pas de travailler ensemble, d'avoir un objectif commun. Avoir une entente c'est compliqué, cela prend du temps, avec beaucoup d'assemblées générales, de longues discussions et les choses avancent. Un des représentants du collectif Stop bitume disait qu'ils n'étaient pas a priori très favorables à la désobéissance civile, mais que l'attitude de la police et les réactions du pouvoir les poussent dans ce sens. Nous avons testé tout ce qui est légal, mais face à une telle violence et

une telle incapacité de passer par les voies légales, on n'a pas le choix.

Comment tu vois la suite ?

Dimanche on a gagné, c'est fini ! Non, on va continuer tant que ce sera nécessaire. C'est toujours mieux de se battre plutôt que de rien faire. Ce qu'on peut constater, c'est que NGE est particulièrement en retard : ils étaient censés livrer l'autoroute en 2025, ça n'arrivera pas. Les mobilisations leur ont fait perdre du temps et de l'argent. Nous sommes les grains de sable dans l'engrenage.

L'occupation des ZAD a été aussi un élément de frein considérable. Il y a encore des écoreuilEs dans les arbres dans plusieurs zones auxquelles NGE ne peut pas encore accéder. Pas le moindre mètre de bitume n'a été coulé. Pour l'instant tout est encore réversible et on va se battre tant qu'il le faut.

Beaucoup de choses se passent sur le plan de légal : on attend le résultat des recours sur le fond, peut-être avant la fin de l'année. L'enjeu est que cette autoroute soit déclarée illégale. Ce qui signifierait notre victoire.

La lutte évolue un peu tous les jours : on apprend de nos erreurs. On voit ce qui a marché et ce qui n'a pas marché. Les grosses mobilisations comme ce week-end, c'est vachement bien, que ce soit pour des actions directes ou juste pour sensibiliser la population. Lors la première « sortie

Nous ne considérons pas qu'attaquer des engins de chantier, soit de la violence. La violence, c'est contre un être vivant pas contre une machine

de route » il y avait à peu près 4000 personnes, à « Ramdam sur le macadam », nous étions 10000. Ce week-end nous attendons beaucoup de monde. Cette progression, c'est super !

Quel est ton point de vue sur la désobéissance civile ?

Sur les questions de violence et de désobéissance civile, j'aime bien citer la Constitution. Il y a un article qui dit que le peuple a le droit de se rebeller lorsque l'État va encontre des intérêts du peuple et de l'intérêt général. C'est exactement ce qui se qui se passe. Nous sommes attachésEs, en particulier à XR, à la non-violence et nous ne considérons pas qu'attaquer des engins de chantier soit de la violence. La violence, c'est contre un être vivant pas contre une machine. La désobéissance civile non violente a fait ses preuves, un nombre incalculable de fois et j'y suis très attachée. C'est comme ça qu'on gagnera.

Propos recueillis par Dominique B.

Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ?
Il arrive trop tard dans ta boîte ?
Fais-le nous savoir à :
diffusion.presse@npa2009.org

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

[lanticapitaliste.org](https://www.lanticapitaliste.org)
[NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UC...)
[lanticapitaliste](https://www.instagram.com/lanticapitaliste)
[Lanticapitaliste1](https://www.facebook.com/lanticapitaliste)
[lanticapitaliste.presse](https://www.tiktok.com/@lanticapitaliste)
[lanticapitaliste](https://www.linkedin.com/company/lanticapitaliste)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,

l'Anticapitaliste
la revue

Le n°156 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



L'image de la semaine

